

11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2012, l'activité mondiale ralentit sous les effets de la propagation de la crise des dettes souveraines en Europe et du coup de frein des économies émergentes. Face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents resserrent leurs politiques monétaire et budgétaire, provoquant ainsi un net ralentissement de l'activité dans ces économies. À partir de la mi-2011, les économies européennes pâttissent du durcissement des conditions de crédit, qui résulte des tensions financières dans plusieurs pays, ainsi que de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire mises en œuvre pour restaurer la crédibilité des États. Tandis qu'en 2012, l'activité accélère franchement au Japon et plus modestement aux États Unis, elle se contracte dans la zone euro, contribuant fortement au ralentissement de l'économie mondiale *via* les canaux commerciaux.

En 2012, la croissance économique française marque le pas : en euros constants, le **produit intérieur brut (PIB)** stagne, après avoir progressé de 2,0 % en 2011. L'activité est, en fait, étale depuis le printemps 2011. Le **revenu disponible brut des ménages** augmente seulement de 0,9 % en valeur, alors que le prix de la consommation finale s'accroît de 1,9 %. Le **pouvoir d'achat** des ménages se replie donc fortement (- 0,9 % après + 0,7 % en 2011) en raison essentiellement du faible dynamisme des revenus d'activité, du ralentissement des revenus du patrimoine et de l'accélération des impôts courants. Les **dépenses de consommation des ménages**

diminuent de 0,4 % en euros constants en 2012. Il s'agit de la deuxième baisse de cet indicateur depuis l'après guerre, après celle de 1993. Le taux d'épargne des ménages perd 0,4 point pour atteindre 15,6 %.

Conséquence de l'atonie de la demande intérieure, les importations reculent. En revanche, les exportations continuent de progresser, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. La demande intérieure est soutenue par la progression des dépenses de consommation des **administrations publiques**, qui accélèrent en raison de livraisons de matériel militaire plus élevées qu'en 2011.

Les entreprises, pour leur part, réduisent leurs **investissements** et leurs stocks face à la dégradation de la demande. Au total, l'investissement des entreprises et le déstockage contribuent pour - 1,1 point à l'évolution du PIB, après + 1,5 point en 2011.

En 2012, les dépenses de rémunération versées par les sociétés non financières (SNF) à leurs salariés progressent de 2,0 % en valeur, soit un rythme plus vif que celui de leur **valeur ajoutée** (+ 1,2 %). Leur excédent brut d'exploitation se contracte donc (- 1,5 %) et leur **taux de marge** atteint son niveau le plus bas depuis 1985 (28,4 %). L'épargne des sociétés non financières diminue à nouveau en 2012 (- 9,7 %). Leur **taux d'autofinancement** baisse de 6,5 points pour s'établir à 66,0 %. ■

Définitions

Investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF) : acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Taux d'autofinancement : rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe (FBCF).

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Administrations publiques, dépenses de consommation finale des ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), pouvoir d'achat, produit intérieur brut (PIB), revenu disponible brut des ménages, secteurs institutionnels, sociétés non financières (SNF), valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « La consommation des ménages en berne en 2012 », *Insee Première* n° 1450, juin 2013.
- « Les comptes de la Nation en 2012 – le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule », *Insee Première* n° 1447, mai 2013.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2013.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Principaux indicateurs économiques 11.1

Ressources et emplois de biens et services à prix courants

en milliards d'euros

Ressources	2011 (r)	2012	Emplois	2011 (r)	2012
Produit intérieur brut (PIB)	2 001,4	2 032,3	Consommation finale	1 645,2	1 675,0
Valeur ajoutée au prix de base	1 793,8	1 820,9	Ménages	1 113,9	1 129,8
Impôts sur les produits	222,7	227,1	Administrations publiques	490,0	502,7
Subventions sur les produits	- 15,1	- 15,7	ISBLSM	41,4	42,5
Importations	597,6	602,6	Formation Brute de Capital Fixe	400,0	401,8
			Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeur	0,7	0,7
			Variation de stocks	14,8	- 0,1
			Exportations	538,3	557,6
Total des ressources	2 599,0	2 634,9	Total des emplois	2 599,0	2 634,9

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Investissement par secteur institutionnel

	2012 en milliards d'euros	Évolution en valeur en %		Évolution en volume en %	
		11/10	12/11	11/10	12/11
Sociétés non financières	208,4	5,6	- 0,8	3,1	- 2,1
Sociétés financières	15,0	20,5	1,3	18,5	0,0
Administrations publiques	63,7	3,8	1,7	0,2	- 0,5
Ménages ¹	110,5	6,5	2,1	2,4	- 0,3
ISBLSM	4,2	4,7	2,2	3,0	1,7
Total	401,8	6,0	0,5	2,9	- 1,2

1. Hors entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels

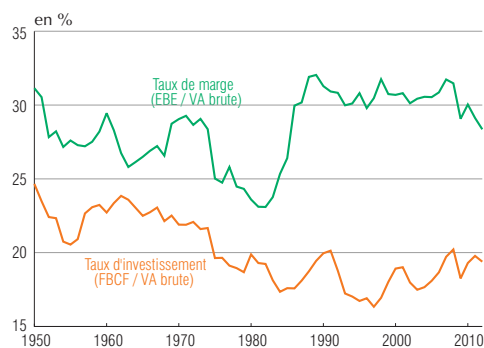
en milliards d'euros

	2010 (r)	2011 (r)	2012
Sociétés non financières	- 13,4	- 57,8	- 57,1
Sociétés financières	25,3	25,6	29,6
Administrations publiques	- 137,3	- 105,9	- 98,8
Administrations centrales	- 112,7	- 90,4	- 82,6
État	- 121,8	- 87,7	- 80,0
ODAC	9,1	- 2,7	- 2,5
Administrations locales	- 1,4	- 1,5	- 3,1
Administrations de sécurité sociale	- 23,3	- 14,0	- 13,1
Ménages ¹	90,1	89,2	82,3
ISBLSM	0,0	- 0,6	- 0,6
Nation	- 35,4	- 49,4	- 44,5

1. Y c. entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

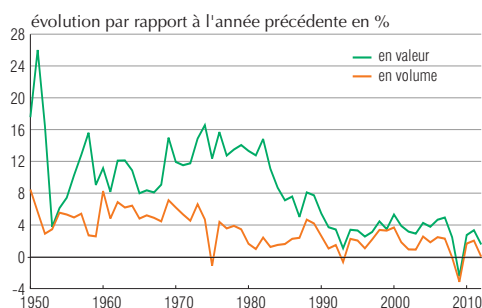
Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières de 1950 à 2012



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Évolution du PIB en France de 1950 à 2012



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

	2011 (r)	2012
Produit intérieur brut	30 737	31 059
Revenu disponible brut des ménages ¹	20 369	20 455
Dépense de consom. finale indiv. des ménages	17 106	17 266
Épargne brute des ménages	3 262	3 189
Capacité de financement des ménages	1 370	1 258

1. Y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE

	2011 (r)	2012 (p)	2011 (r)	2012 (p)	
Allemagne	121	121	Lettonie	58	62
Autriche	129	131	Lituanie	66	70
Belgique	119	119	Luxembourg	271	271
Bulgarie	46	47	Malte	86	86
Chypre	94	91	Pays-Bas	131	128
Croatie	61	61	Pologne	64	66
Danemark	125	125	Portugal	78	75
Espagne	98	97	Rép. tchèque	80	79
Estonie	67	68	Roumanie	47	49
Finlande	115	115	Royaume-Uni	109	110
France	109	108	Slovaquie	73	75
Grèce (p)	79	75	Slovénie	84	82
Hongrie	66	66	UE	100	100
Irlande	129	129	Suède	127	128
Italie	100	98			

Champ : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.